

SOMMAIRE

DOSSIER PAC

D. Martin Ferrari

-P 2/3 PAC en débat

-P 4 G 20 / quelle agriculture pour demain ?

-P 5 réchauffement et virus

P 6-INTERNATIONAL :

L. Chauveau

Plan solaire Maghreb

P 7- PORTRAIT :

L. Samuel

Pascal Canfin,

P 8 ECONOMIE

Muriel Labrousse

P 9/10 -NUCLEAIRE :

- Nucléaire (suite) Japon

- Nucléaire (suite) Europe

P 11- CANNES :

Tree of Life, Search

P 12 -A VOIR

prix COAL

P 13 / 14 MEDIA :

l'explosion du journalisme ?

D. Martin ferrari

P 15- A LIRE :

SEMENCES de Fran Ray

Nathalie Verdier

P 16- : AGENDA

EDITO

Durant de longues périodes, le silence règne sur la faim rampante qui mordille le monde. Et puis, sursauts, crises, émeutes de la faim, « printemps » successifs réveillent la question qui sous-tend la puissance de domination : poursuivre les guerres de la faim.

Comme en 1976, 2011 fait partie de ces moments de rupture, d'inquiétude, un de ces moments où les anciennes questions ressurgissent, dramatisées par de nouvelles données, comme par exemple les premières manifestations du réchauffement climatique, les grandes sécheresses et les mauvaises prévisions de récolte.

L'actualité n'y est pas non plus étrangère : la réflexion sur la refonte de la PAC va occuper l'Europe jusqu'en 2013, et en juin se tiendra à Deauville sous présidence française, un G20 mal accueilli par les centaines d'organisations de paysans qui ont participé au forum social de Dakar, et sont regroupées dans Via Campesina, mouvement international de petits et moyens paysans. Tous préféreraient que les débats ne se passent pas comme au bon temps des colonies entre pays dominants mais au sein du Conseil Mondial de l'alimentation (CMA), sous l'égide de l'ONU et de la FAO. La quête de sens et l'éthique s'invitent donc aux débats, les universités comme celle de Strasbourg se lancent d'ailleurs dans une réflexion quant à la nécessaire création d'un module d'éthique de l'alimentation.

Les optimistes, comme la FAO, prétendent que l'on pourra nourrir 6 milliards d'hommes à l'aide des dix commandements de la bonne conduite agricole. Les pessimistes comme Michel Serres, qui dans son dernier ouvrage « *questions de crise* », (éditions le pommier), annonce que le fait marquant du 21^{ème} siècle sera la fin des paysans : « *Qui pense au monde rural désormais ?* », *sinon pour croire « à la bonté de la nature et à la mansuétude des tigres » au XXe siècle, « l'humanité occidentale quitta donc, ici au moins, la terre ».* *Cet événement est « une rupture (...) et l'on peut dire qu'au XXe siècle et spécialement dans les années 1960-1970, le néolithique se termine. (...) Une ère qui débuta voilà 10 000 ans »*

Souhaitons qu'un répit soit donné à la terre et à ses agriculteurs.

Dominique Martin Ferrari

EN DEBAT : LA PAC

REPERES	LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE EN NEGOCIATIONS
<p>La PAC naît en 1957. Selon l'article 33 du Traité de Rome, elle doit accroître la productivité, stabiliser les marchés et garantir la sécurité alimentaire. Les prix sont garantis pour inciter à la production</p> <p>- Années 80, la PAC souffre de son succès : stocks, surproduction.</p> <p>- 1984, 1° choc culturel : on produit trop, les quotas laitiers sont mis en place</p> <p>- 1988 /1992, il est demandé aux producteurs de participer à l'écoulement de leur stock, et de réduire leur production. C'est le 2° choc : les régimes d'intervention (aide) sont supprimés, les prix intérieurs baissent,</p> <p>1° compensations : (soutien à la jachère).</p> <p>- 1993 /2002 : accent mis sur le développement rural, 2° pilier. l'UE des 25 passe à 27</p> <p>- 2003 : 3° choc, les aides sont soumises à des conditionnalités : objectifs, imposer le respect d'une agriculture durable</p>	<p>Depuis le 18 novembre 2010, les textes préparés par le commissaire à l'agriculture, le Roumain Dacian Cioloș, ont été adoptés. Ils proposent à la PAC, pour l'horizon 2020, de « relever les défis de l'avenir ».</p> <p>L'agriculture européenne doit d'abord <i>nourrir les Européens</i>, soit un marché de 500 millions de personnes. Mais des progrès sont à accomplir dans les domaines de l'alimentation, de la gestion des territoires et des ressources naturelles. Après avoir prouvé sa capacité à relever le défi de la productivité, la PAC, après 2013, devra se révéler légitime aux yeux des agriculteurs, mais aussi aux yeux de tous les citoyens.</p> <p>À CE JOUR, la réalité des pratiques n'est pas au rendez-vous.</p> <p>Peu de choses changent. Un exemple choisi dans l'actualité : la Champagne est en train de vivre le démantèlement de sa filière luzerne, une des meilleures cultures protéiques avec le lupin. Or cette culture répond en ligne directe aux nouvelles exigences de la PAC : amélioration des sols, diversification des cultures, plus grande autonomie. Du fait de la non régulation des marchés, la luzerne se heurte frontalement au marché du soja brésilien. Elle devrait faire l'objet de soutien. « <i>Quel non-sens! Nous allons continuer d'importer du soja du Brésil, alors que l'Europe doit retrouver son indépendance protéique</i> », s'insurge l'agronome Marc Dufumier. Après deux années de débats, la PAC nouvelle ne s'enracine pas.</p> <p>Faut-il aller vers la régulation des marchés ? :</p> <p>En introduction aux G20 et G8, le 24 janvier 2011, le président Français a donné des limites au libéralisme : « <i>Il n'y a pas de marchés sans règles. La caractéristique d'un marché, c'est d'être régulé</i> », a-t-il déclaré. Ainsi le G20 agricole qui va se réunir à Paris les 21 et 22 juin prochains, lui apparaît comme l'enceinte appropriée pour aborder le problème de volatilité des prix agricoles. Les membres du G20 sont les acteurs majeurs des marchés pétroliers et agricoles, ils représentent 54% des surfaces agricoles dans le monde, 65% des terres arables et 77% de la production mondiale de céréales en 2008 : l'agriculture industrielle avec un grand A, mais combien d'agriculteurs ? Ainsi, la Confédération Paysanne trouve illégitime la non concertation de tous les pays en développement, dans lesquels le nombre des agriculteurs est en nombre bien supérieur à celui des pays du G20 (<i>voir encadré page 4</i>).</p> <p>En 2007, la volatilité des matières premières dans le monde a été multipliée par 30. La fluctuation excessive des prix génère de l'incertitude et perturbe les capacités d'anticipation des acteurs économiques. <i>La France défend</i> la création d'une base de données commune, pour connaître l'état des réserves mondiales en cas de</p> <p style="text-align: right;">...../.....</p>

DOSSIER PAC (suite)

...../.....

crise. Aucun cadre de régulation n'est en place aujourd'hui. Cela laisse la place à la spéculation. Un exemple : sur le Chicago Mercantile Exchange, (marché mondial des céréales), il s'échange chaque année l'équivalent de 46 fois la production annuelle mondiale de blé, 24 fois la production de maïs. Parier sur le prix des céréales est-ce bien éthique ? La crise alimentaire de 2007/2008, les nombreuses émeutes de la faim qui l'ont accompagnée à Haïti, au Mozambique, au Sénégal ont illustré de manière dramatique les conséquences des fluctuations de prix.

Avec ses propositions, la France se heurte à l'UE qui refuse la garantie des prix et tient à la régulation par le marché. En réaction à ces propositions, elle vient de publier un rapport selon lequel « on ne peut relier avec certitude la spéculation et l'augmentation des prix des matières premières, notamment agricoles ». (source Euractiv)

Entre Paris et Bruxelles la guerre est ouverte.

Bio : si lente mutation...

Aujourd'hui, le bonheur est dans le bio. En cette période d'inquiétude et de besoin de sécurité alimentaire, la demande en produits issus de l'agriculture biologique s'accroît au rythme de 25 % par an.

Dans ce secteur, la France a connu son heure de gloire. Au tournant de 1985, elle figurait parmi les premiers producteurs européens. Las, à cette époque, personne n'y « croyait ». Jusqu'au moment où l'on découvre que nos importations d'Allemagne explosent et qu'il est temps de se reprendre pour faire face à la demande des consommateurs.

Il a fallu tout reconstruire, du tissu agricole à la distribution.

Le bio commence avec une terre saine, donc rare. Souvent, les régions ont donné le coup de pouce afin d'aider les jeunes agriculteurs à s'installer et les inciter à une agriculture dite biologique. Les aides se sont multipliées, et avec elles, le nombre d'exploitations.

Mais les résultats sont encore très bas : en 2010, on a compté 4 % de conversions des exploitations et 3 % des surfaces. Une goutte d'eau, fût-elle bio, dans le bilan agricole global. Le principal défi pour un « agribiculteur » reste donc de trouver des terres saines capables de répondre aux lourds critères imposés par les labels bio. « *Il a fallu former de nouvelles générations à l'oubli du chimique, aux secrets complexes des cycles naturels, raconte Sylvain, et puis toutes les régions ne sont pas bonnes pour tous les produits. Il y a des sols et des savoir-faire qui correspondent mieux que d'autres, par exemple la carotte dans les landes, le chou-fleur en Bretagne, le muscat sur le Ventoux* »

Résister aux sirènes de la grande distribution

Produire ne suffit pas. Le plus difficile pour un agriculteur bio reste aujourd'hui de trouver et de contrôler ses circuits de distribution. Longtemps, la production biologique a été cantonnée aux marchés et aux coopératives. Ces circuits courts représentent encore 50 % des ventes. Pourtant, la grande distribution, forte de ses rayons repeints en vert et en soleil assure déjà 45 % des échanges...

Dès lors, grâce à cette meilleure diffusion, l'offre en produits s'élargit : fruits et légumes bien sûr, mais aussi vins, viandes, produits laitiers. Selon la bonne vieille loi de l'offre et de la demande, les prix diminuent. Résultat, en quatre ans, la croissance des marchés aura été de 100 %. Pas de quoi se croire entré dans l'ère de l'agriculture verte : le bio ne représente que 2 % du marché total de l'alimentation. Philippe Peyron, agriculteur en Aquitaine, reste vigilant : « *Il faut que la distribution reste plurielle, qu'on ne se retrouve pas dans le même cas de figure que dans l'agriculture classique où 85 % de la production passent par les grandes et moyennes surfaces. Nous devons travailler avec les super et hypermarchés tout en maintenant les circuits courts de distribution : depuis les Amap en ville jusqu'aux structures de type biocoop.* »

Quelle agriculture pour demain?

Il faut entendre l'avis des uns et des autres pour saisir ce qui les oppose. Si l'on s'en réfère aux agendas et aux objectifs, tout dans la refonte de la PAC ou dans la tenue du G20 semble pouvoir engendrer du consensus : équité, agriculture plus verte, paysans et consommateurs heureux. Cependant les moyens pour y parvenir sont remis en question : « Les politiques publiques favorisent l'agriculture intensive, et les politiques de développement agricole soutiennent essentiellement les investissements dans l'agriculture industrielle exportatrice, pour répondre à une demande croissante, alimentaire et non alimentaire (biocarburants) des pays du Nord », insistent de concert les associations. Pour ces instances, on se préoccupe davantage de l'Agriculture que des Agriculteurs. Pourtant c'est aussi au G20, qu'il faut faire le ménage !

COMPRENDRE L'OPPOSITION AU G20 AGRICOLE

Depuis le 2 mai, la Confédération Paysanne avec des associations solidaires (Peuples Solidaires/ActionAid, Artisans du Monde et Attac) participe à une mobilisation contre le G20.

Pour David Erhart, responsable des campagnes et du plaidoyer chez Artisans du Monde, « *le G20 risque de se contenter de mesures marginales, alors que ce sont des réformes en profondeur dont nous avons besoin* ». Associées aux agriculteurs de Via Campesina, ces associations rejettent la légitimité du G20, qui ne peut, à lui seul, décider de mesures qui impactent l'ensemble de la planète : « *ce ne sont en fait que les pays riches des anciennes structures coloniales. D'autres pays sont aujourd'hui légitimes pour débattre de l'avenir des paysans et non pas de celui de l'agriculture* ».

En pleine négociation de la PAC, les organisations agricoles aimeraient faire un point sémantique sur les termes de « compétitivité, d'innovation.. », des termes auxquels on fait dire ce que l'on veut, suivant l'idéologie dans laquelle on enferme sa vision du marché. Pour la Confédération Paysanne, il est aujourd'hui des structures plus légitimes comme par exemple *le CAS, conseil de sécurité alimentaire*, au sein de l'ONU, qui selon le principe onusien reconnaît une voix un pays. Les pays en développement et les pays émergents y sont représentés. Selon le syndicat, l'équité a plus de chance d'y être défendue qu'au sein du G20, dominé par les grandes industries agroalimentaires, rendues responsables de la volatilité des prix et des émeutes de la faim.

BUDGET DE LA PAC :

- **2006** : sur un budget global de 123,5 milliards (Europe des 25), 52,6 milliards sont dévolus à l'agriculture, dont 44,8 milliards au premier pilier/production (les mesures de marché et les aides directes), 7,8 milliards d'euros pour le développement rural.

-**2007** : le plafond des dépenses est fixé à 56,2 milliards, dont 12,5 milliards pour le développement rural, en légère augmentation

-**2007 à 2013** : Réduction des ambitions, le budget est plafonné à celui de 2006, ce qui, compte tenu de l'inflation, correspond à une réduction. Priorité est donnée à la croissance et à l'emploi.

En 2013, le budget ne devrait plus représenter qu'un tiers des dépenses communautaires.

LE TEMPS DES RECONVERSIONS ENERGETIQUES

Le réchauffement climatique touche l'agriculture. De deux manières : à travers les bouleversements que sont en train de subir les cultures, et dans les nouvelles perspectives qui s'ouvrent aux agriculteurs.

- *Bouleversements en cours ?* Inutile de tergiverser, les catastrophes se succèdent : sécheresse, inondations, modifications du rythme des saisons intermédiaires...

En février 2011, tous les journaux télévisés « ouvrent » sur la nouvelle : une équipe de chercheurs, Environnement Canada, vient d'établir scientifiquement le lien entre réchauffement climatique et ses effets délétères. Les agriculteurs le savaient. Déjà aujourd'hui, 140 millions d'euros sont mobilisés chaque année pour cofinancer la généralisation de l'assurance récolte .../....

Dossier PAC (suite)

et de la création d'un fonds sanitaire. Mais ces outils vont devoir se moderniser pour s'adapter à de nouvelles échelles de risques, donc à de nouvelles formes de soutien. Des volets entiers des « plans climat » y sont consacrés dans le cadre des réflexions sur les « réparations ».

Terre nourricière ou énergétique ?

L'agriculteur va devoir ou pouvoir réorienter ses activités. Il était céréalier ou éleveur ? Le voilà désormais de plus en plus répertorié comme producteur d'énergie. La future PAC pourrait dès lors aider à la transition des exploitations vers des systèmes durables : plan zéro carbone, biomasse... Les scientifiques et les industriels fondent d'immenses espoirs sur les cultures énergétiques dites de seconde génération.

La production de culture énergétique renouvelable est actuellement de 10,5Mtep, et provient essentiellement du bois, l'objectif fixé par la loi est d'aug-

menter ce chiffre de 50% d'ici 2010 (source ADEME) et l'on rêve que d'ici 2050 elles produisent 30Mtep, soit trois fois plus que celles d'aujourd'hui, tant décriées par les écologistes pour leur occupation des terres agricoles. Des terres qu'il est urgent de rendre aux productions agricoles, « *pas pour faire rouler nos bagnoles !* » Débat vif. Loin d'être clos.

Dominique Martin Ferrari

DIMINUTION DES SOLS AGRICOLES EN FRANCE

Occupation actuelle sur 100% des terres en France:

54,90 agricole, 5,90 habitat, réseau routier, loisir, sans usage 9,40, bois 29,70

Entre 1993 et 2003, sur 10.000 ha, les surfaces agricoles ont diminué de 3%, les surfaces sans usage de 3% également, alors que les surfaces dévolues aux sols urbanisés croissaient de 16,8%. **En 20 ans, l'équivalent de deux départements ont été artificialisés.**

MODIFICATIONS ENVIRONNEMENTALES ET VIRUS : EDEN next

À l'heure où une bactérie inconnue se recompose avec une autre pour devenir extrêmement virulente et fait de nombreux morts en Europe, les questionnements concernant les OGM et leur recombinaison, ainsi que les conséquences du réchauffement se font de plus en plus d'actualité.

Pour traiter des risques du premier point, nous avons choisi la fiction avec un excellent thriller « Semences » de Fran Ray, car, peut-on connaître la vérité ? (p 14)

Pour le second point, nous avons voulu faire savoir que d'ores et déjà, les scientifiques sont sur pied de guerre, car au-delà d'« Eche », les virus menacent.

« Biologie et contrôle des infections vectorielles en Europe », EDENnext, un projet de recherche (2011-2014) du volet Santé du 7^e programme cadre de la CE, qui a été signé par le Cirad et 46 partenaires, dans 22 pays. Parmi les nombreux « tandems » vecteurs – agents pathogènes étudiés, un accent particulier est mis sur les aspects de santé publique pour deux d'entre eux : **les Hantavirus** causant la fièvre hémorragique avec syndrome rénal (FHSR), transmis par des rongeurs, et le **Nairovirus** responsable de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo, transmis par des tiques. Plusieurs Hantavirus sont présents en Europe et dans les régions voisines. Ainsi, le virus Puumala est très répandu dans les écosystèmes forestiers d'Europe de l'Ouest et de Scandinavie (3500 cas détectés en Finlande durant l'hiver 2008). Le mode de contamination de l'homme est identique : inhalation de poussières contaminées par l'urine ou les fèces de rongeurs infectés. L'infection humaine est souvent liée à la profession des victimes (travaux forestiers, agriculture), ou à leurs activités récréatives. La fièvre hémorragique de Crimée-Congo est en forte émergence en Turquie et dans le sud-est de l'Union Européenne. Elle est endémique dans de nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient. L'homme s'infecte par des morsures de tiques ou lors d'abattage de ruminants porteurs du virus. C'est également une maladie nosocomiale.

AU SUD DE LA MEDITERRANEE, LE SOLAIRE AVANCE

Les pays d'Afrique du Nord adoptent tous d'énergiques politiques de développement des énergies renouvelables. Il s'agit de répondre aux besoins de populations en forte croissance mais aussi d'exporter de l'énergie vers l'Europe.

Le solaire en Afrique du Nord, ce n'est plus une utopie. L'an dernier, la première centrale solaire à concentration (CSC) du Maghreb a été raccordée au réseau. L'unité de Ain Beni Mathar près de Oujda à l'est du Maroc est hybride gaz naturel/solaire et développe une puissance de 472 MW. Vont suivre très vite la centrale de Kurimat-Borg El Arab en Égypte et celle de Hass R'mel en Algérie. Cette dernière réalisation a la particularité d'être située à proximité du principal gisement de gaz naturel algérien. On voit donc que pour l'instant, le solaire est utilisé en complément de centrales thermiques de production d'électricité.

Les CSC du Maghreb ne sont pas construites sur le modèle «à tour» qui fonctionne depuis 2007 près de Séville en Espagne. Ici, l'espace ne manque pas aussi, ce sont des véritables champs de panneaux solaires qui sont installés sur plusieurs hectares. La chaleur est récupérée par un fluide caloporteur (de l'eau glycolée généralement) et acheminée à la turbine. La chaleur en excédent le jour est stockée pour que la turbine continue de fonctionner la nuit. C'est donc le principal avantage de la CSC : elle fonctionne 24h sur 24. Son principal défaut, c'est qu'elle consomme de l'eau. Or, dans ces contrées, celle-ci est très rare.

Qu'importe, les pays nord-africains entendent bien construire très vite d'importants centres de production d'électricité solaire. Il s'agit de répondre aux besoins nationaux certes, mais aussi d'exporter de l'autre côté de la Méditerranée. En 2020, le Maroc espère couvrir 42% de ses besoins grâce au soleil et au vent, mais aussi améliorer sa balance commerciale grâce à l'exportation d'énergie via les lignes à courant continu du réseau «Transgreen» qui sera construit par un ensemble de 18 partenaires dont les français EDF, RTE, Alstom, Areva : «*Transgreen contribuera certainement à la rentabilité des projets de production d'électricité*

de sources renouvelables dans les pays du Sud en leur permettant d'exporter une partie de leur production vers l'Europe», estime Amina Benkhadra, ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement du Maroc. L'Algérie a l'indépendance plus sourcilieuse et entend bien se lancer dans les CSC en comptant principalement sur ses propres forces. «*La soixantaine de projets, déjà identifiés que nous allons présenter au gouvernement, vont nous permettre de produire entre 2500 et 3000 MW d'énergie solaire et éolienne d'ici à 2020, vient de révéler Youcef Yousfi, ministre de l'Énergie. L'Algérie prévoit aussi d'exporter vers l'Europe, en partenariat avec des acheteurs européens, 2.000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2020, et 10 000 MW à l'horizon 2030*». Mais cela se fera avec du matériel algérien. Avec l'aide d'un groupement allemand, une usine de fabrication de cellules photovoltaïques verra le jour en 2013 à Rouiba dans la banlieue d'Alger. Celle-ci devrait produire 100 MW par an.

Toutes ces initiatives se font parfois avec l'aide de la Banque Mondiale mais sans l'Union Européenne, pour l'instant absente. L'Union pour la Méditerranée (UPM) lancée à grands renforts de trompes par Nicolas Sarkozy en 2008 est dans un état comateux suite à la série de révolutions arabes qui ont renvoyé les présidents dictateurs avec lesquels les Européens discutaient. Le plan solaire Méditerranéen qui découlait de l'UPM est enterré ce qui n'empêche pas les États africains d'avancer.

Loïc Chauveau

▲ PORTRAIT ▲

PASCAL CANFIN

Créateur de Finance Watch

Le 30 juin prochain, plus de 40 organisations non gouvernementales et syndicats se retrouveront à Bruxelles pour l'Assemblée constitutive de Finance Watch. Cette association internationale de droit belge a pour ambition d'être l'équivalent pour les activités bancaires de Greenpeace ou du WWF pour l'écologie. Ce projet a été imaginé et construit par Pascal Canfin, député européen EELV (Europe Écologie-les Verts). Un « bébé » qu'il laissera dès ce jour-là vivre sa vie, afin de respecter la nécessaire indépendance des ONG par rapport aux partis politiques et aux élus.



L'idée de Finance Watch doit beaucoup au parcours personnel de Pascal Canfin. Après avoir fait Sciences Po et des études européennes en Angleterre, il travaille d'abord à la CFDT, avant de devenir en 2003 journaliste à « Alternatives Économiques ». Entre temps, il a adhéré aux Verts en 2001, et se fait élire en 2009 au Parlement Européen sous les couleurs d'Europe Écologie.

À Strasbourg, Pascal Canfin s'inscrit dans la commission économie. Après s'être familiarisé avec les questions financières internationales, qu'il avoue mal connaître, il constate avec surprise : « aucune ONG n'est venue toquer à ma porte. Le travail de Greenpeace ou du WWF en matière d'environnement n'était pas fait dans le domaine financier. Or, explique Pascal Canfin, on ne peut pas faire du développement durable si le système financier n'est pas orienté sur le long terme, s'il n'intègre pas les risques extra-financiers liés au réchauffement climatique ou à la destruction de la biodiversité. De plus, la lutte contre les fraudes et les paradis fiscaux est nécessaire afin de dégager les investissements massifs exigés pour la transition écologique : 50 milliards d'euros par an pendant au moins 10 ans rien que pour la France. »

D'où le concept de Finance Watch, porté par Pascal Canfin. Un appel est lancé en juin 2010 par 22 parlementaires européens issus de 5 groupes politiques. « Les politiques ont interpellé la société civile, en leur disant : bougez-vous ! », s'amuse Pascal Canfin. Un site internet est créé (www.callforfinancewatch.org), sur lequel s'inscrivent plusieurs milliers de personnes. Des réunions ont lieu avec de nombreuses organisations, dont la Confédération européenne des syndicats ou le Bureau européen des consommateurs. En février 2011 à Bruxelles, une réunion adopte un accord sur une charte, les statuts, les missions, l'organisation opérationnelle, le budget, le plan de financement. Aujourd'hui, une quarantaine d'organisations ont rejoint Finance Watch. Le Conseil d'administration, qui sera désigné le 30 juin prochain, est composé de 4 représentants des ONG et 3 personnalités qualifiées issues de la finance (sans conflits d'intérêt).

Mais Finance Watch ne risque-t-il pas d'être une « courroie de transmission » au service des partis Verts ? « Les parlementaires européens ne seront pas représentés, et le Parlement ne donnera pas d'argent, répond Pascal Canfin. Le financement viendra pour moitié de la DG Marché intérieur de la Commission européenne, dirigée par Michel Barnier. Le reste de l'argent sera fourni par les organisations elles-mêmes, des fondations privées comme la Fondation pour le Progrès de l'Homme, et les dons des particuliers. Budget prévu pour 2012 : 2 millions d'euros. Avec l'ouverture d'un bureau à Bruxelles dès septembre, puis d'antennes à Paris, Londres et Francfort, cela devrait permettre à Finance Watch d'assurer en toute indépendance et compétence ses trois missions définies par Pascal Canfin : « Contre-expertise, contre-lobbying et communication ».

Laurent SAMUEL (liens référents page 16)

ECONOMIE

MANIFESTE POUR UNE AUTRE ÉCONOMIE

20 ans d'aveuglement, l'Europe au bord du gouffre, ed. : *Les liens qui libèrent*.

Face aux graves déséquilibres où nous a mené l'industrie financière, la société civile tente de créer des contre-pouvoirs et faire des propositions concrètes pour une « autre économie ». En juin dernier un certain nombre de députés européens, à l'initiative de Pascal Canfin lançaient « Finance Watch », un appel en ce sens (cf. p7). En novembre, ce sont «*Les économistes atterrés* », par les politiques économiques menées en Europe, qui lançaient leur manifeste, recueillant 3.500 signatures, dont 800 économistes universitaires. Ils viennent de sortir une seconde publication : « 20 ans d'aveuglement, l'Europe au bord du gouffre ». Ils organisent des conférences

un peu partout en France. L'affluence à ces débats et le succès de leurs publications témoignent de la prise de conscience de l'opinion publique, de ses inquiétudes devant les effets de la mondialisation, de ses doutes sur ce modèle économique imposé qui a associé le progrès social à la croissance économique. Pas vraiment un succès à en juger par le nombre de chômeurs diplômés qui sont venus grossir partout en Europe les rangs des chômeurs sans diplômes. Aucune autre alternative à cette croissance quantitative ne serait possible en dépit des graves atteintes à l'environnement qu'elle provoque ? Il semblerait que si, à en juger par les travaux de réflexion de ces différents réseaux sur d'autres formes de croissance, l'exploration de différentes pistes : croissance qualitative, croissance zéro, décroissance... demandera du temps bien sûr, de la concertation, mais l'espoir est là.

Pour une autre économie plus respectueuse de l'humain ?

Claude Alphandéry, président du Laboratoire de l'Économie sociale et solidaire, présente les États généraux de l'ESS qui se poursuivront les 17, 18 et 19 juin 2011 au Palais Brogniart à Paris (métro Bourse). Les États généraux de l'ESS ont été lancés en octobre 2010. Ils correspondent à un processus collectif et innovant pour réfléchir à une économie plus respectueuse de l'humain et de son environnement et s'appuient sur la production collective de Cahiers d'espérances. De ces cahiers seront dégagées des propositions concrètes pour une autre économie. Le pari pour l'ESS est historique : élargir progressivement le cercle des acteurs mobilisés, convaincre les citoyens qu'une autre économie est possible, et influencer les décideurs en ce sens. **Autre lieu, autre cercle, autre question** : *Faut-il choisir entre l'urgence sociale et l'urgence environnementale ?* Non, car il y a interaction, ont répondu tous deux, Jean-Marc Jancovici et Jean-Marc Borello (délégué général du Groupe SOS), le 31 mai dans le cadre des « Altermardis » à Science Po, donnant en exemple la précarité énergétique, les victimes de la hausse des céréales, les réfugiés climatiques. Le groupe SOS, qui fait face avec ses 250 établissements aux deux urgences, retient les deux exigences. Il atteste qu'il n'y a pas incompatibilité, et sa gouvernance est exemplaire.

Pour J-M Jancovici, l'énergie étant chère et pas infinie, il y a urgence à agir, avec une vision politique de long terme. Le plus important : aller vers une baisse du pouvoir d'achat (ne plus faire référence au PIB), redéployer les emplois de bureaux vers les travaux manuels, dégonfler les régions et villes, trop grosses pour leur bassin d'emploi (L'IDF est une région beaucoup trop grande, et le Grand Paris est un schéma inenvisageable), modifier les filières industrielles, la grande distribution, reconfigurer le système agricole, exploiter beaucoup mieux la ressource forestière. Basculer la fiscalité de l'énergie sur la fiscalité du travail, favoriser les circuits courts. Tout un programme...

Mais les classes défavorisées ne seront-elles pas celles qui souffriront le plus de la baisse du pouvoir d'achat ? La réponse pour Jancovici est dans « le désirable », l'incarnation d'un rêve, « donner du sens » aux projets, afin que les mesures passent inaperçues ! Utopiste ?...

Muriel Labrousse

NUCLEAIRE

80 jours après Fukushima : entre omerta et voix dissonantes

À Fukushima, 80 jours après la catastrophe, les cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 sont toujours en fusion et la cuve de l'un d'eux est trouée. Les rejets radioactifs se poursuivent. En France, la guerre en Libye, la mort de Ben Laden, puis l'affaire DSK ont relégué Fukushima dans les « restes de l'actualité ». Le site Arrêt sur Images dénonce : « les médias français regardent ailleurs ». Mais la situation est bien pire au Japon, soumis à la propagande pro nucléaire du gouvernement et de Tepco.

Comme s'en est ému à la mi-mai un groupe de scientifiques de l'université de Tokyo, les grands médias relaient surtout les données du ministère de l'Education, des Sciences et de la Technologie. Selon ces universitaires, ces mesures de radioactivité sont réalisées à 18 mètres de haut, ce qui fausserait les résultats. De fait, les relevés effectués par des laboratoires indépendants comme Greenpeace ou l'Acro révèlent des taux plus élevés. Ainsi, Jérôme Fenoglio, envoyé spécial du *Monde* au Japon, fait état, dans un reportage saisissant publié le 26 mai 2011, de taux de radioactivité proches de ceux de Tchernobyl à 45 km de Fukushima.

Les autorités et l'opérateur Tepco ont aussi manipulé l'opinion japonaise en minimisant la gravité de la situation dans la centrale : on a longtemps parlé de réacteurs «endommagés», avant de reconnaître tardivement qu'ils étaient bien en « fusion ». « Les médias indépendants, pas plus que la presse étrangère, ne sont ni conviés aux conférences officielles de Tepco, ni à celles du gouvernement nippon, affirme le Réseau Sortir du Nucléaire dans un communiqué. Ainsi, seuls les journalistes appartenant au cénacle des grands médias nationaux ont accès à une information de première main, mais lénifiante ; presse traditionnelle fortement dépendante des 20 milliards de Yen de budget publicitaire que Tepco déverse annuellement dans le secteur audiovisuel et de la presse écrite». Pire, toujours selon le Réseau Sortir du Nucléaire, le gouvernement japonais imposerait une « censure à la chinoise » sur Internet et le câble : « Le 6 avril, le ministère

de l'Intérieur nippon a rendu publique l'injonction faite (aux) opérateurs télécom de supprimer de leurs réseaux des informations qualifiées de «*fausses rumeurs [...] contraires à la loi, à l'ordre et à la morale publique* ».

Pour autant, cette loi du silence n'est pas absolue. La preuve : le débat est lancé sur l'avenir du nucléaire au Japon. Tandis que la Parti social-démocrate, principale force d'opposition, propose de mettre fin à l'utilisation de l'atome pour produire de l'électricité, le Premier ministre Naoto Kan a remis en question le 18 mai dernier l'augmentation prévue de la part du nucléaire dans le mix énergétique japonais. Il a aussi annoncé la création d'une autorité de contrôle indépendante. Quelques jours plus tôt, son gouvernement avait ordonné, à la surprise générale, l'arrêt de la centrale de Hamaoka, dans le centre du pays, en raison des risques particulièrement élevés de tremblements de terre. Une décision approuvée par 62 % des Japonais. D'après les derniers sondages, les partisans du nucléaire sont désormais minoritaires au Japon. Et, fait inédit dans un pays où les manifestations sont rares, des défilés antinucléaires ont rassemblé plusieurs milliers de personnes. Bref, malgré les silences et les dénis officiels, l'onde de choc de Fukushima n'a pas fini de toucher l'opinion japonaise...

Laurent Samuel

<http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4035>

<http://www.sortirdunucleaire.org>

<http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2011/05/lirsn-alerte-sur-le-risque-radioactif-de-fukushima.html>

<http://www.courrierinternational.com/breve/2011/05/18/revelations-sur-la-crise-de-fukushima-daichi>

JAPON : Témoignages

« J'ai rencontré et communiqué avec deux hommes qui ont tout perdu... » Stéphane ULVOAS [stephane.ulvoas@wanadoo.fr]

« Ces deux hommes sont Shinpei MURAKAMI et Toshihide KAMEDA. Paysans respectueux de la Terre, ils ont dû la quitter. Non pas à cause de la catastrophe naturelle, mais pour ne pas mourir de la radioactivité déposée par la centrale nucléaire de Fukushima. »

Ni TEPCO, ni le gouvernement japonais, qui se renvoient la balle, n'ont encore versé la moindre indemnisation aux réfugiés nucléaires. Les gens doivent même se débrouiller seuls pour partir. L'état ne fait que leur ordonner d'évacuer, sans leur apporter la moindre aide. Un agriculteur biologique qui a vu disparaître d'un coup 35 années d'efforts pour respecter la Terre et les consommateurs s'est suicidé pour protester contre tant d'injustice, contre cette MAFIA nucléaire. »

Témoignage de Toshihide KAMEDA, 63 ans, père de 3 enfants. Toshihide Kameda est depuis 2004 président de la confédération des paysans de Fukushima (Nôminren, affiliée à Via Campesina) qu'il a cofondé il y a 20 ans.

« J'avais manifesté contre la centrale au moment de sa construction. Je suis en colère car j'étais contre et j'en subis quand même les effets. C'est comme si on avait fait tomber nous-mêmes la bombe de Nagasaki ou d'Hiroshima. Ma famille était dans la région depuis au moins 100 ans. C'est absurde.

TEPCO disait que la sécurité était assurée à 100 %. Il ne faut pas admettre une industrie si dangereuse.

Les enfants en bas âge sont dans une situation inquiétante. Le gouvernement continue de faire croire que ce n'est pas grave. Ils n'ont le droit de sortir qu'une heure par jour sur la cour. La surface de la terre est tellement contaminée que sa surface est enlevée. Les enfants sont enfermés sans air conditionné [pour ne pas aggraver l'entrée de l'air contaminé] or la température monte au-delà de 35°C, l'été, dans la région de Fukushima (...)

Les premières personnes qui nous ont aidés, ce sont les clients du Tekei [l'ancêtre des AMAP]. C'est important de renforcer ce lien entre producteurs et consommateurs. » **Lire le second témoignage de Shinpei MURAKAMI sur le site de S. Ulvoas**

EUROPE

Les stress tests européens ont démarré le 1^{er} juin.

Ni le scénario d'un crash d'avion, ni celui d'une attaque terroriste ou d'une erreur humaine ne seront examinés.

Plusieurs voix s'élèvent pour dénoncer l'insuffisance de ces tests. Le ministre de l'Environnement autrichien Nikolaus Berlakovitch, dont le pays a renoncé au nucléaire à la fin des années 70, regrette la faiblesse de ces vérifications qui ne prennent notamment pas en compte le risque terroriste ou informatique.

Les centrales nucléaires seront réévaluées selon un triple processus:

- Une étape de pré-évaluation établie par les exploitants des centrales nucléaires qui devront répondre aux questionnaires (stress tests), en présentant des éléments justifiés, des études et des plans.

- Un rapport national de vérification établi par le régulateur national dès lors que les réponses des exploitants de centrales nucléaires seront jugées convaincantes.

Puis un examen par les pairs. Ce qui fait dire au Ministre autrichien : « les centrales vont se tester elles-mêmes ».

Des équipes multinationales examineront les rapports nationaux. Ces équipes seront constituées de 7 personnes - un représentant de la Commission Européenne et 6 membres des 27 régulateurs nationaux. Les équipes pourront décider d'inspecter les centrales nucléaires sur le champ.

La Commission indique qu'elle est également en contact étroit avec les pays hors UE et travaille avec eux sur la réévaluation de leurs centrales nucléaires. Ce sont en particulier la Suisse, la Fédération de Russie, l'Ukraine et l'Arménie.

SEARCH

Des moines bouddhistes sur la Croisette en plein festival de Cannes, il y a de quoi surprendre ! Facilement repérables avec leur toge orange et rouge, ils arpentent les lieux de rencontre, participent aux conférences de presse et surtout donnent un concert de musiques et de danses sacrées, tous les soirs à l'hôtel Martinez, contribuant durant leur séjour à la réalisation d'un mandala de sable de couleur qui fût jeté à la mer le dernier jour du festival. Que peuvent faire ces hommes de méditation, au milieu de l'ambiance bling bling cannoise ?

Ils sont là pour soutenir (et être soutenus) par la fondation suisse Olfact. Dans la continuité de l'initiative « Sustainabeelity.org » réalisée lors du 63e Festival de Cannes, pour la préservation de la biodiversité, la maison Olfact inaugure cette année 2011 sa campagne « *La Paix par la connaissance* ». Opération qu'elle lançait à l'occasion de la mise en production du film « [Search](#) » sur l'histoire des dalai-lamas, en partenariat avec Lotus Productions et la Free IT Foundation.

Après « *Darshan, l'étreinte* », réalisé par Jan Kounen (sélection 58^{ème} festival) Manuel Collas de la Roche, était à Cannes pour poursuivre la production du film d'Éric Valli sur un scénario de Jean-Claude Carrière, et une idée originale de Pema Donchup : « *passé et avenir des Dalai Lamas* ». Bien plus que des simples témoignages, les heures d'entretien réalisées se transforment en un véritable héritage sur la manière dont un Dalai Lama est choisi, éduqué et préparé à sa fonction. L'enjeu étant de savoir si l'histoire pourra continuer de s'écrire. Le film qui se veut être un message de paix, de compromis et de tolérance, a déjà le soutien du CNC

<http://www.olfact.ch/peace/pdf/Dossier-Film-Search-Lotus-Productions-20110414-FR.pdf>

TREE OF LIFE

La Palme d'or

« *Tree of Life* », de Terrence Malick
On le dit, le réalisateur le plus mystérieux de ces dernières décennies. Pourtant le nom de ses films résonne comme autant de grands classiques : *Les Moissons du ciel, Le Nouveau monde, La Ligne rouge...*
Avec *Tree of life* il vient de remporter la palme d'or à Cannes. *Tree of Life* est un film difficile, qui ne remplira pas forcément les salles. Mais Luc Besson, son distributeur, assume : « *Pour nous metteurs en scène, Malick représente une liberté que nous perdons sans nous en rendre compte. Il a réussi à rester pur.(...)Il n'y a pas qu'un cinéma. Il faut juste que le sien ne disparaisse pas.* »

Quand on voit un film de Terrence Malick, on est saisi par la splendeur de l'image, les cadrages, la force graphique des plans, la bande son, on réalise alors combien le cinéma s'est appauvri ! Chaque image est un tableau qui restera longtemps imprimé dans nos souvenirs. La puissance de l'image, portée par la musique, l'emporte sur le scénario : la vie d'une famille dans une petite ville du Texas. Un père, en échec professionnel, qui se projette dans ses enfants voulant leur apprendre avec dureté ce qu'il considère comme les clés de la réussite. Une mère passive, en osmose avec ses enfants. Et un personnage qui n'apparaît pas au générique : Dieu... Panthéisme, cours de catéchisme, critique de la religion, que l'on soit croyant ou pas, chacun fera sa propre lecture, mais ne pourra pas rester insensible à la communion avec la nature, au mélange de cosmique et de vie quotidienne.

Muriel LABROUSSE

INTO ETERNITY *** de Michael Madsen
« *Into Eternity* » ne rassure pas. Malgré les milliers de kilomètres de tunnel creusés, comment assurer que les déchets nucléaires resteront isolés de toute forme de vie pendant 100.000 ans ? Plus philosophique que technique. D'une très grande beauté.

A VOIR



L'ART QUI DIALOGUE AVEC L'ENVIRONNEMENT Prix Coal 2011

Parmi ses principaux fondateurs, COAL compte Alice Audouin, Loïc Fel, Lauranne Germond, Guillaume Robic et Clément Willemin et soutient le rôle incontournable de la création et de la culture dans la prise de conscience et la mise en œuvre de solutions concrètes. Le jury 2011 rassemblait des personnalités de tous bords : des économistes comme J.P. Sicard, des chefs d'entreprise comme Jacques Rocher, un philosophe : Dominique Bourg, et la fondatrice de l'IDDRI : Laurence Tubiana.

Il y a toujours eu un rapport très étroit entre l'artiste et la nature. Dès les années 60, la question de l'environnement est abordée différemment. C'est le début du Land art. Puis progressivement il y a une prise de conscience dans les milieux artistiques de l'impact de notre société de consommation et des conséquences de l'activité humaine pour la planète. En 1996 Bettina Laville et Jacques Leenhardt confrontaient déjà, dans l'exposition « Villette-Amazone » art et environnement. En 2008 naît l'association Coal (coalition art et développement durable) et en 2010, le prix Coal, sous le patronage du ministère de la Culture et du Centre national des arts plastiques. Il récompense le projet d'un artiste contemporain sur les enjeux environnementaux actuels. Le Prix 2011, doté de 10 000 euros vient d'être désigné. Le lauréat est le plasticien Stefan Shankland pour son projet « Marbre d'ici », une démarche HQAC (haute qualité artistique et culturelle) sur la ZAC du Plateau à Ivry-sur-Seine (94). L'objectif est de créer un nouveau matériau composite, réalisé à partir de gravats provenant des chantiers de la Zac. Afin de célébrer 2011, Année Internationale de la Forêt, un deuxième prix, honorifique, a récompensé le projet Folia Atropaïca. A bord du White Diamond, l'aéronef à moteur conçu par G. Dorrington pour observer la canopée au Brésil, en Guyane ou au Gabon, le Dr Graham Dorrington lui-même accompagné du Dr David Roberts (botaniste) vont repartir en forêt primaire. L'expédition conduira à identifier une plante non encore nommée. La plante en question sera officiellement baptisée *Folia apotropaïca*, c'est-à-dire littéralement « feuille qui conjure le mauvais sort ». En recourant à des techniques mises au point par l'Université de Cambridge permettant de transmettre momentanément des propriétés phosphorescentes aux plantes, le duo « Art Orienté objet » souhaite rendre une série de lianes arboricoles temporairement bioluminescentes afin de les déposer sur la canopée de façon à ce qu'elles écrivent en lettres gigantesques le nom de la nouvelle espèce découverte, *Folia Apotropaïca*, et que ce nom apparaisse sur les enregistrements satellitaires le temps que dure la bioluminescence..

En savoir plus : www.projetcoal.org/coal/ et www.gaia-network.com

Options Futurs poursuit son travail de décryptage des medias et notamment le basculement qui s'opère entre généralisation des échanges d'information sur Internet, et le métier de journalisme : une manière d'analyser comme le dit Ignacio Ramonet : « la fin du quatrième pouvoir et la création chaotique d'un cinquième pouvoir ». Cette semaine nous vous proposons deux ouvrages qui méritent votre attention : « L'explosion du journalisme » d'Ignacio Ramonet et « Copie conforme », d'Hervé Brusini.

« L'EXPLOSION DU JOURNALISME »

Des medias de masse à la masse de medias,
ed. Galilée, auteur : Ignacio Ramonet

Ignacio Ramonet sait de quoi il parle : journaliste depuis plus de 40 ans, rédacteur en chef du mensuel « le monde diplomatique » pendant presque 20 ans, président de l'association « mémoires des luttes » et cofondateur d'ATTAC, aujourd'hui correspondant de nombreux journaux étrangers...

Pourquoi le journalisme est-il en crise ?

« Il est clair qu'Internet, en créant un continent médiatique inédit, a produit un journalisme nouveau (blogs, pure players, leaks.) directement en concurrence avec le journalisme traditionnel. Ensuite, il y a ce qu'on pourrait appeler la « crise habituelle » du journalisme, qui préexistait à la situation actuelle, c'est-à-dire la perte de crédibilité, directement liée à l'accélération générale des médias, la consanguinité entre un certain nombre de journalistes et d'hommes politiques. Le tout suscitant une méfiance générale du public. Enfin, il y a la crise économique qui provoque une chute très importante de la publicité, principale source de financement des médias privés. Ce qui entraîne de lourdes difficultés de fonctionnement pour les rédactions...

La presse s'est décrédibilisée ?

La presse n'a jamais été parfaite, faire du bon journalisme a toujours été un combat. Mais depuis le milieu des années 1980, nous avons assisté à deux substitutions. D'abord, l'information en continu à la télévision, plus rapide, a pris le pas sur l'information délivrée par la presse écrite. Cela a abouti à une concurrence plus vive entre médias, une course de vitesse qui laisse de moins en moins le temps de vérifier les informations... Ensuite, pour la plupart des citoyens, le journalisme se résume à quelques journalistes : ceux que l'on voit toujours et partout. Une vingtaine de personnalités connues, qui vivent un peu « hors sol », qui passent beaucoup de temps « embedded » avec les hommes politiques, et qui sont globalement fort conciliants avec eux

Il y a crise du « quatrième pouvoir ».

Sa mission historique, qui consiste à créer une opinion publique disposant d'un sens critique et susceptible de participer activement au débat démocratique, n'est plus garantie.

Aujourd'hui, les médias cherchent, au contraire, à domestiquer la société pour éviter toute remise en cause du modèle dominant. Les grands médias ont créé un consensus autour d'un certain nombre d'idées (la mondialisation, la construction européenne, le nucléaire, le libre-échange) considérées comme étant « bonnes pour tout le monde » et qui ne peuvent être contestées. Si vous les contestez, vous quittez ce qu'Alain Minc appelle le « cercle de la raison » /

MEDIA

...../..... Si l'on fait le constat que le « quatrième pouvoir » ne fonctionne pas, cela pose un grave problème à la démocratie. Car il n'est pas imaginable de concevoir une démocratie sans véritable contre-pouvoir de l'opinion publique. « L'une des spécificités d'une démocratie réside dans cette tension permanente entre le pouvoir et son respectif contre-pouvoir. C'est ce qui fait la versatilité, l'adaptabilité et la réalité de ce système... Les journaux les plus menacés sont, selon moi, ceux qui reproduisent toutes les informations générales et dont la ligne éditoriale se dilue totalement. L'une des fonctions d'un journal, en plus de fournir des informations, est de conférer une 'identité politique' à son lecteur. »

Ignacio Ramonet consacre dans son ouvrage un chapitre important à WikiLeaks :

« C'est le domaine de la transparence. Dans nos sociétés contemporaines, démocratiques, ouvertes, il sera de plus en plus difficile, pour le pouvoir, d'avoir une double politique : l'une vis-à-vis de l'extérieur, et l'autre plus opaque, plus secrète, à usage interne, où le droit et les lois peuvent être transgressés. WikiLeaks a fait la démonstration que les médias traditionnels ne fonctionnaient plus et n'assumaient plus leur rôle. C'est dans la niche de leurs carences que WikiLeaks a pu pousser et se développer (...) Cela confirme l'analyse du directeur de Die Zeit, dont le tirage dépasse désormais les 500.000 ex, « le futur du journalisme sera un journalisme d'orientation et d'approfondissement. Les gens n'achètent plus les journaux pour s'informer. Ils les achètent pour comprendre, pour comparer, pour analyser, pour réviser l'envers et l'endroit de la réalité ». (Tomas Eloy Matinez, écrivain-journaliste argentin)

« COPIE CONFORME »

Pourquoi les médias disent-ils tous la même chose ?

Auteur Hervé Brusini, ed. du Seuil. Hervé Brusini, lauréat du prix Albert-Londres pour un documentaire sur l'affaire Farewell, rédac-chef du 20 heures de France 2, travaille aujourd'hui au pôle numérique de France Télévisions.

Le 24 mai, il était l'invité, avec E Scherer, auteur notamment de : *A-t-on encore besoin des journalistes ?* (PUF, 2011) et David Servenay, journaliste à Owni, de l'émission *Du Grain à moudre* sur France Culture avec Brice Couturier et Louise Turret.

EXTRAITS (Écoutez cette émission [en cliquant ici](#).)

« Le regard du journaliste a changé sur ce qui a toujours été sa raison d'être, à savoir l'événement. Aujourd'hui, on l'examine, on le mesure, on le met en série... tant et si bien que le débat et la controverse deviennent plus importants que les faits eux-mêmes. Au bout du compte, la copie conforme menace notre démocratie, ébranlant un de ses piliers, en produisant une parole toujours plus douce et univoque.

L'affaire DSK vous a-t-elle lassé ou bien cloué derrière un écran de télé ou

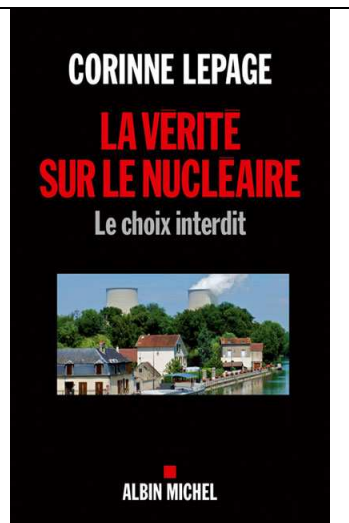
d'ordinateur ? Les audiences de la télévision, des sites d'information sur Internet et la vente de journaux papier ont battu des records historiques les jours qui ont suivis l'arrestation de Dominique Strauss Kahn. Des audiences bien supérieures à celles enregistrées pour les récents événements de portée historique comme les révolutions arabes, la mort de Ben Laden ou encore après le Tsunami au Japon et la catastrophe nucléaire de Fukushima.

« **la boucle médiatique ?** » Un phénomène qu'Hervé Brusini analyse dans son ouvrage comme l'art de produire de la similitude dans le choix et le traitement des informations, un art qui s'est raffiné depuis les années 50 et les débuts de la télévision, en particulier avec l'avènement des chaînes d'info en continu. Le journaliste « augmenté », tel que nous le promettent les optimistes du net, évitera-t-il l'erreur, la répétition, le ressassement ? Enfin, la prolifération de signes entraîne-t-elle la disparition du sens comme le craint Edgar Morin ?

A LIRE

Le nucléaire est un sujet tabou en France. Qu'il s'agisse de la sécurité des centrales, du coût réel de cette énergie ou des contraintes qu'elle fait peser sur notre démocratie, l'opacité règne. Mais depuis, il y a eu Fukushima. Cette catastrophe a tout changé : que se passerait-il en France si un accident similaire se produisait ? Sommes-nous vraiment préparés à ce type d'événement ? Quel est le poids du lobby nucléaire ? En présentant tous les arguments, Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement, députée européenne et avocate spécialisée dans les dossiers liés à l'énergie, répond aux légitimes questions que se pose désormais l'opinion. Un document à la fois très fort, très argumenté, qui évite les procès d'intention et ouvre un débat longtemps interdit.

En librairie le vendredi 3 juin 2011

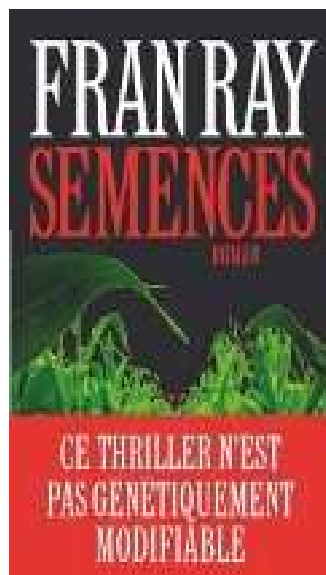


SEMENCES de FRAN RAY

SEMENCES

Ou le monde terrifiant de l'agroalimentaire. Édité chez Albin Michel (mars 2011) ce thriller écolo, le premier de l'Allemande Fran Ray, s'inscrit dans l'air du temps.

À l'heure où les OGM sont de plus en plus critiqués et controversés, l'auteur tire la sonnette d'alarme sur les pratiques et les dérives des industries agroalimentaires, toile de fond du roman.



L'histoire est, a priori, simple : un biologiste de renom, le Professeur Frost, est violemment assassiné, alors qu'il venait de faire une découverte sur les rats : ceux-ci meurent après ingestion d'un maïs génétiquement modifié. Le même jour, Sylvie Harris (dernière personne à avoir dîné avec le Professeur Frost) se suicide en laissant un message énigmatique. Incompréhensible pour le mari de cette dernière, qui ne peut se résigner à laisser partir sa femme. Il part donc sur les traces de ce qui l'a menée à la mort. Sa route croise inévitablement celle d'Edenvalley, le géant de l'agro-alimentaire mondial qui commercialise le maïs OGM. Une caricature à peine voilée de la firme internationale peu scrupuleuse Monsanto, connu pour ses maïs transgéniques. Parallèlement, des morts mystérieuses se succèdent en Afrique, et atteignent bientôt l'Europe, où on dénombre des morts suspects chez des enfants. Voilà pour l'histoire.

À première vue, le déroulement de l'intrigue est plutôt classique, et la multiplicité des personnages perd un peu le lecteur : un mari éploré qui veut venger la mort de sa femme, une journaliste en quête du scoop qui boostera sa carrière, et une femme flic, blasée par son quotidien, qui laisse sans arrêt le héros lui échapper. Malgré quelques invraisemblances et longueurs, on adhère à l'intrigue. Sans doute parce que, d'emblée, on comprend que le but de ce roman se situe ailleurs : quand les gens en savent trop sur le monde de l'agro-alimentaire, on cherche à les faire disparaître... Pourquoi ? Qu'ont donc à cacher ces firmes ? Théorie du complot, meurtres et faux suicides, c'est en prenant tous les ingrédients d'une intrigue à succès que l'auteur dénonce ces firmes et leur business, ces entreprises prêtes à empoisonner leurs concitoyens pour faire de l'argent. Car, sur fond d'enquête environnementalo-policrière, c'est toute la société et son fonctionnement qui est questionné. Les pros de la manipulation génétique sont, à n'en pas douter, des pros de la manipulation médiatique.

Quoiqu'il en soit, Semences a le mérite de parler d'un sujet grand public, connu trop superficiellement, et qui amène chacun à se poser la question « et si c'était vrai ? » Clin d'œil de l'actualité, 22 personnes sont mortes en Europe de la bactérie tueuse, Escherichia coli, étranges similitudes avec le maïs tueur de Semences... Un parallèle qui fait froid dans le dos...

Nathalie VERDIER

HIER, DEMAIN

Semaine du 30 mai au 5 juin

- 27 mai au 10 juin exposition image solidaire au profit de la lutte contre toutes les exclusions sociales
- 29 mai au 3/06 : sommet des chefs d'Etat et de gouvernement sur les trois bassins forestiers tropicaux (Brazzaville)
- 30 mai : prix de la casserole
- 1 juin débat Corinne Lepage/Hervé Kempf autour du nucléaire, FNAC
- 3/4 juin : congrès des Verts à la Rochelle

Semaine du 6 au 12 juin

- Session parlementaire européenne
- Montréal : réunion du Comité intergouvernemental pour le protocole de Nagoya APA
- 6 juin rencontre avec green bodaya
- 6-7/06 : Collège de France : le kilowattheure pourrait devenir notre prochaine unité monétaire
- 8 juin : journée mondiale des océans
- 7 juin : convention citoyenne Comité 21, Avignon : recherche sur le pin méditerranéen
- 9 petit dej presse CNES : satellite et environnement, Aquarium de la porte dorée : la politique européenne de la pêche nicole.aussedat@ocean2012.eu.
- 10/06 : IDDRI : colloque « Copenhague : et si cela s'était passé autrement ? »
- 11/06 à 17h sur France 5 : sous le signe de la tortue
- 11 au 13 juin : étonnants voyageurs à St Malo
- 11/06 : grande manifestation de solidarité avec le Japon 16h30 place de la République

Semaine du 13 au 18 Juin

- Réunion des Parties à la Convention sur le droit de la Mer
- 17/18/19 : États généraux de l'économie sociale et solidaire
- 17 au 19 : Nature Capitale s'installe durablement place Bellecour à Lyon
- à partir du 19/06 sur France 5 : Bruce Parry propose quatre voyages inédits, Production : BBC

Semaine du 20 au 26 Juin

- 21-24 Juin : sunny side on the doc : l'Asie
- 22/-23 juin G 20 agricole à Paris
- 23/06 : « nucléaire nous voulons avoir le choix » AN
- 23/06 : WECF : colloque, incidences du règlement REACH, // www.colloque-reach.fr/
- 27-28/06 forum mondial du DD, école militaire
- 29 juin au 1^{er} juillet à cannes forum international de l'eau et du dd
- 29 juin Montpellier désertification
- 29-30/06 : sens et développement durable par les Ateliers de la Terre

REFERENCES bibliographiques:

- **SEMENCES**, Fran RAY, ed. Albin Michel
- **VERITE SUR LE NUCLEAIRE**, Corinne Lepage, ed. Albin Michel
- **EXPLOSION DU JOURNALISME**, Ignacio Ramonet, ed. Galilée
- **COPIES CONFORMES**, Hervé Bruseti, ed. du Seuil

Liens référents Options Futurs n°3

P3 G20 Agricole

<http://www.gaia-network.com>

P 11 Cannes

<http://www.olfact.ch/peace/pdf/Dossier-Film-Search-Lotus-Productions-20110414-FR.pdf>

P7 Portrait

<http://www.callforfinancewatch.org>

P 12 Prix Coal

www.projetcoal.org/coal

www.gaia-network.com

P 10 les meilleurs dossiers lus sur Fukushima

www.lejdd.fr

www.sciencesetavenir.fr

www.arretsurimages.net

www.sortirdunucleaire.org

sciences.blogs.liberation.fr

www.courrierinternational.com



**OPTIONS FUTURS
MEDIAS DEVELOPPEMENT DURABLE
PROSPECTIVES**



Abonnement « Options Futurs »

- Avant le 1 Juin 2011 : 70 euros
(offre promotionnelle)
- Après le 1 Juin 2011 : 120 euros

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

.....
.....

Profession

Société

Site internet.....

Adresse courriel

Tel :..... Portable.....

Règlement par chèque à l'ordre de "media pep's – service Options Futur"
16 rue Saint marc, 75002 Paris. E mail :
ou par virement sur le compte media pep's : 718015873 BRED

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

<p>MENTIONS LEGALES</p> <p>Marque déposée à l'INPI Editée par l'association Media Pep's Identifiant SIRET : 530 128 800 00014 APE 9499Z Service de presse en ligne CPPAP (en cours Coordination de la rédaction :D Martin Ferrari Comité de rédaction :Loïc Chauveau, Ben Cramer, Muriel Labrousse, Dominique Martin Ferrari, Laurent Samuel, Nathalie Verdier Abonnement 1 an : 120 euros Commission paritaire : n° 73085 ISSN 1161- 1553 Webmaster : Alain Gourarié Contact : D. Martin Ferrari, 06 20 79 35 50 Ou media pep's 01 82 09 61 06 Adresse : 16 rue Saint Marc, 75002 Paris</p>	<p>La lettre Options Futur créée au lendemain du sommet de la terre (1992) a été diffusée jusqu'en 2001, puis remplacée par le site internet gaïa-network.com, et par le suivi de l'actualité en ligne. Aujourd'hui, à quelques journalistes spécialisés dans le secteur du développement durable, nous reprenons la publication de ce titre, soucieux de renforcer l'information internationale, géostratégique et économique du DD. Analyse des media, diplomatie, think tank, débats, point de vue, culture et philosophie...nous tenterons de nous faire l'écho des différentes approches des futurS possibles. Elle devient OptionS FuturS Fidèle à la culture de ses collaborateurs, OF restera un outil transmedia relayé par le futur site de l'association Media Pep's : MEDIA, Programmes Environnementaux, PROSPECTIVES.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------